CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 64.000/4
du 24 septembre 2018

sur

un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'relative au Code bruxellois de procédure fiscale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 64.000/4
van 24 september 2018

over

een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure'

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

Le 23 juillet 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit [*] jusqu'au 6 septembre 2018, sur un avant-projet d'ordonnance 'relative au Code bruxellois de procédure fiscale'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 24 septembre 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Marc OSWALD, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 septembre 2018.

*

Op 23 juli 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege[*] verlengd tot 6 september 2018 een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie 'betreffende de Brusselse Codex Fiscale Procedure'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 24 september 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Marc OSWALD, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 september 2018.

*

[*] Ce délai résulte de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 aout.

[*] Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet ‡, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1. Au vu de la très grande abondance des dossiers actuellement soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'État, il n'a pas été possible de procéder à un examen exhaustif du projet, même limité aux trois points indiqués dans l'article 84, § 3, alinéa 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Le présent avis s'est donc limité à l'examen de quelques questions particulièrement importantes, d'ordre général ou particulier.

Il va de soi que, dans les conditions qui viennent d'être indiquées, il ne peut rien être déduit du silence gardé dans le présent avis sur certaines dispositions ou certaines questions.

2. Il n'apparait pas qu'en reproduisant des dispositions de la législation fédérale, l'auteur de l'avant-projet a bien respecté les limites de ses compétences.

Il en est ainsi par exemple pour les articles 75, 80, 110, 111 et 134.

L'avant-projet sera revu soigneusement sur ce point.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale',

> « Chaque ministre et secrétaire d'État évalue tout projet d'acte législatif ou réglementaire au regard du principe de *handistreaming*. Si un tel projet a une incidence sur la situation des personnes handicapées, le ministre ou le secrétaire d'État l'expose dans une note au Gouvernement et propose des mesures de correction si nécessaire, permettant leur pleine et effective participation à la société ».

Cependant, le dossier à l'examen ne comporte pas une telle évaluation.

‡ S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

L'auteur de l'avant-projet veillera à l'accomplissement de cette formalité préalable obligatoire.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

OBSERVATION GÉNÉRALE

Selon l'article 3 de l'avant-projet, le texte à l'examen s'applique au précompte immobilier, ainsi qu'à sept autres taxes, limitativement énumérées. L'exposé des motifs précise que ce champ d'application a vocation à s'élargir, dès lors que l'avant-projet « a pour but de mettre en place une nouvelle procédure fiscale uniformisée pour l'ensemble des taxes perçues par la Région de Bruxelles-Capitale afin d'optimaliser leur établissement et leur perception ».

Par ailleurs, le titre 5 de l'avant-projet apporte diverses modifications à des ordonnances instituant des taxes en vue de se référer au texte à l'examen. Ainsi, par exemple, l'article 142 de l'avant-projet prévoit que le Code bruxellois de procédure fiscale s'applique à la taxe sur l'incinération des déchets et à la taxe sur les déchets collectés de manière non sélective. Or, ces taxes, comme les autres citées au titre 5, ne sont pas visées à l'article 3 de l'avant-projet.

Des ordonnances sont ainsi modifiées alors même que le texte auquel elles se réfèrent désormais n'est pas censé s'appliquer à elles. Dans le même temps, l'article 148 de l'avant-projet abroge l'ordonnance du 21 décembre 2012 'établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale' tout en précisant qu'elle continuera à s'appliquer aux taxes pour lesquelles le texte à l'examen n'est pas encore entré en vigueur.

Enfin, l'article 86, § 1er, 2°, de l'avant-projet permet l'infliction d'amendes en cas de fraude à diverses ordonnances instituant des taxes n'entrant pourtant pas dans le champ d'application du présent avant-projet.

Cette manière de légiférer est source de confusion.

Il revient à l'auteur de l'avant-projet de préciser ses intentions quant à son champ d'application et, le cas échéant, de revoir le texte à l'examen.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 9

La mission confiée au Gouvernement par cette disposition relève des attributions naturelles de celui-ci.

Il n'appartient pas au législateur de régler cette matière.

En conséquence, l'article 9 sera omis.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

Article 10

Comme l'indique l'exposé des motifs, le paragraphe 2, alinéa 1er, s'inspire de l'article 8 de l'ordonnance du 21 décembre 2012, ainsi que de l'article 346 du Code des impôts sur le revenu 1992 (ci-après : CIR 92). Ce dernier laisse la possibilité de prolonger « pour de justes motifs » le délai d'un mois au cours duquel le contribuable est autorisé à faire ses observations par écrit.

Cette possibilité n'est pas reprise dans le texte à l'examen.

L'auteur de l'avant-projet est invité à justifier l'abandon de ce régime favorable au contribuable.

Article 11

Lorsqu'il est procédé à une taxation d'office, le paragraphe 2, alinéa 3, prévoit que le redevable, en cas de contestation, doit apporter la preuve « du caractère exagéré de la taxation d'office ».

Cela ne peut être admis : le fait pour le redevable de ne pas s'être acquitté de son obligation de déclaration n'autorise en effet pas le fisc à établir une taxe dont il serait démontré qu'elle n'est pas exacte.

Dans le cadre d'une procédure de taxation d'office, le redevable doit pouvoir contester en tous points la taxe établie et pas seulement la contester en ce qu'elle serait exagérée, à charge pour lui d'apporter des éléments probants à cet effet.

La disposition sera revue à la lumière de la présente observation [1].

Article 17

À l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire « si des données probantes », au lieu de « si des données à force probante ».

Article 29

Il n'est pas prévu, comme dans le dispositif fédéral dont l'avant-projet s'inspire (article 398 du CIR 92), que les héritiers sont tenus « à concurrence de leur part héréditaire ».

La question se pose de savoir si telle est réellement l'intention de l'auteur de l'avant-projet.

[1] Une observation similaire a été formulée par la section de législation dans son avis n° 51.868/2/V donné le 12 septembre 2012 sur l'avant-projet devenu l'ordonnance du 21 décembre 2012 'établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale' (*Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2012-2013, n° A-325/1, pp. 27 à 31 ; http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/51868.pdf).

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

Dans l'affirmative, il la justifiera.

Une observation similaire vaut pour l'article 30, alinéa 2, qui ne précise pas, comme le fait l'article 399*ter* du CIR 92, que chaque société bénéficiaire est solidairement tenue « au prorata de la valeur réelle de l'actif net qu'[elle a] reçu ».

Article 32

Au 2°, cette disposition prévoit que le Gouvernement peut arrêter notamment le mode de paiement des taxes, tandis que l'article 37 délègue à l'exécutif le soin de déterminer les modalités de paiement, y compris le paiement électronique.

Si l'auteur de l'avant-projet entend ne pas laisser au Gouvernement la possibilité de régler cette matière, il omettra l'article 32, 2°. Dans le cas contraire, l'article 37 sera omis.

Article 38

À l'alinéa 2, 2°, il y a lieu d'écrire « l'agent visé à l'article 36 », et non « l'agent visé dans l'article 36 ».

Article 42

Dans son avis précité n° 51.868/2/V du 12 septembre 2012, la section de législation a fait l'observation suivante :

> « L'article 19, § 1er, de l'avant-projet fixe à cinq ans le délai de prescription de l'action en recouvrement de la taxe régionale, des intérêts et des majorations, ainsi que le délai de prescription de l'action en recouvrement des montants payés en trop par le contribuable. Le paragraphe 2 de cette disposition prévoit en substance que toute instance en justice initiée par les personnes qu'il désigne, suspend le cours de la prescription. La période de suspension débute à la date de l'acte introductif d'instance, et se termine lorsque la décision judiciaire est, […] 'coulée en force de chose jugée'.
>
> Le système de computation des délais de prescription ainsi mis en place s'écarte de celui du droit commun prévu par le Code civil, et se révèle en l'occurrence moins protecteur des droits du créancier des dettes concernées.
>
> Selon l'article 2242 du Code civil :
>
> 'La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement'.
>
> Selon l'article 2244, alinéa 1er, du même Code,
>
> 'une citation en justice […], signifié[e] à celui qu'on veut empêcher de prescrire, form[e] l'interruption civile'.
>
> L'interruption dont il est question présente, s'agissant de la computation du délai, des conséquences notablement distinctes de celles de la 'suspension de la prescription', à laquelle se réfère l'article 19, § 2 précité. L''interruption de la prescription', selon la définition classiquement retenue, 's'assigne l'effet de donner naissance à un nouveau

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

délai de prescription, le temps écoulé avant sa survenance étant perdu' [2]. La 'suspension de la prescription', quant à elle, 'consiste en l'allongement du délai de prescription d'un délai de longueur équivalente à une période de temps dont il n'est pas tenu compte, le temps acquis avant la suspension demeurant en réserve, pour s'ajouter à celui qui suivra la fin de la suspension' [3].

Selon l'article 2244, alinéa 2, du Code civil, tel qu'y inséré par la loi du 25 juillet 2008 'modifiant le Code civil et les lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'État en vue d'interrompre la prescription de l'action en dommages et intérêts à la suite d'un recours en annulation devant le Conseil d'État', 'une citation en justice interrompt la prescription jusqu'au prononcé d'une décision définitive'. Il ressort des travaux préparatoires de cette loi, et des commentaires doctrinaux qui lui furent consacrés, que la notion de 'décision définitive' ainsi visée s'identifie, non pas à la décision présentant les caractéristiques visées par l'article 19, alinéa 1er, du Code judiciaire, mais bien à la décision 'irrévocable', comprise comme celle qui n'est plus susceptible d'aucun recours, fût-il extraordinaire, à l'instar du pourvoi en cassation ou de la tierce-opposition [4]. C'est donc au moment où la décision acquiert ce caractère irrévocable que commencera à courir le nouveau délai de prescription, ouvert par l'interruption qu'a provoquée l'introduction de l'instance. Le 'passage en force de chose jugée', auquel se réfère quant à lui l'article 19, § 2, de l'avant-projet pour déterminer la fin de la suspension de la prescription et la reprise de cours du délai d'ores et déjà échu avant l'introduction de l'instance, se situe en amont de la chronologie de l'instance. Aux termes de l'article 28 du Code judiciaire en effet, une décision passe en force de chose jugée lorsqu'elle n'est plus susceptible de faire l'objet d'un recours ordinaire, étant l'opposition ou l'appel.

Conjuguées, les deux distinctions évoquées ci-dessus aboutissent à devoir conclure que le 'droit commun' de l'article 2244 du Code civil est plus protecteur des intérêts du créancier face au risque de prescription de sa créance, que ne l'est le système de suspension mis en place par l'article 19, § 2, de l'avant-projet.

Ni l'exposé des motifs de l'avant-projet, ni le commentaire de l'article 19 de l'avant-projet, ne laissent apparaître que son auteur aurait délibérément opté pour cette moindre protection et l'écartement du droit commun dont elle constitue la conséquence. L'avant-projet mériterait d'être réexaminé sur ce point ».

Tel est également le cas en l'espèce en ce qui concerne l'article 42, § 3.

Si l'écartement de l'application du droit commun est l'option retenue, il s'indiquerait, pour éviter toute insécurité juridique, que le texte soit explicite sur ce point. Il devrait à tout le moins exposer comment la disposition à l'examen peut se concilier avec l'article 43, § 1er, de l'avant-projet, lequel prévoit que le délai de prescription peut être interrompu de la manière prévue par les articles 2244 du Code civil et suivants.

[2] *Note de bas de page n° 5 de l'avis cité* : J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK et M. MARCHANDISE, « Les causes d'interruption et de suspension de la prescription libératoire. Rapport belge », La prescription extinctive-Études de droit comparé (sous la dir. de P. JOURDAIN et P. WERY), Bruxelles, Bruylant et Paris, L.G.D.J., 2010, p. 403, et références citées note de bas de page 1.

[3] *Note de bas de page n° 6 de l'avis cité* : *Ibid*., p. 459 et réf. citées.

[4] *Note de bas de page n° 7 de l'avis cité* : *Ibid*., pp. 434 et sv.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

Si au contraire l'application du droit commun est privilégiée, il s'indiquerait, toujours aux mêmes fins de sécurité juridique, d'omettre l'article 42, § 3, de l'avant-projet.

Article 59

L'exposé des motifs indique que la disposition à l'examen reprend notamment la règle énoncée à l'article 319 du CIR 92.

Celui-ci prévoit en effet, en son alinéa 2, que les fonctionnaires « désignés à cette fin par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du service désigné par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, munis de leur commission, peuvent, lorsqu'ils sont chargés de la même mission, réclamer le libre accès à tous autres locaux, bâtiments, ateliers ou terrains qui ne sont pas visés à l'alinéa 1er et où des activités sont effectuées ou sont présumées être effectuées. Toutefois, ils ne peuvent pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge de police ».

L'article en projet, qui, en la dernière phrase de son alinéa 2, concerne spécifiquement les bâtiments et locaux habités, réduit les heures auxquelles les visites peuvent avoir lieu mais supprime l'autorisation qui doit être accordée par le juge de police.

À cet égard, l'article 15 de la Constitution énonce :

> « Le domicile est inviolable; aucune visite domiciliaire ne peut avoir lieu que dans les cas prévus par la loi et dans la forme qu'elle prescrit ».

L'article 22 de la Constitution dispose quant à lui :

> « Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi. La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

Ces dispositions doivent être lues en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui énonce :

> « 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.
>
> 2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

Dans son arrêt n° 171/2008 du 3 décembre 2008, la Cour constitutionnelle considère ce qui suit :

> « B.4. Le droit au respect du domicile revêt un caractère civil au sens de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme. Étant donné que l'exercice du droit de pénétrer dans les locaux habités constitue une ingérence dans ce

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

droit, les contestations y relatives doivent se dérouler dans le respect des garanties prévues par cette disposition.

[…]

B.5.1. L'intervention préalable d'un magistrat indépendant et impartial constitue une garantie importante contre les risques d'abus ou d'arbitraire. Le juge de police dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation afin de déterminer si les circonstances qui lui sont soumises justifient une atteinte au principe constitutionnel de l'inviolabilité du domicile. L'autorisation qu'il délivre est spécifique. Elle concerne une enquête précise, vise une habitation déterminée et ne vaut que pour les personnes au nom desquelles l'autorisation est accordée. 'Il va de soi que l'autorisation n'est pas accordée automatiquement par le juge de police mais que c'est à ce dernier d'apprécier si les raisons de croire qu'il se commet des infractions aux lois et règlements sont suffisamment probantes' (*Doc. parl.*, Chambre, 1971- 1972, n° 254/1, p. 2).

B.5.2. La simple circonstance que l'autorisation de pénétrer dans les locaux habités est délivrée par un juge ne peut toutefois être considérée comme une garantie suffisante au sens de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme dès lors que la personne visée par la mesure projetée – qui ignore à ce stade cette mesure – ne peut se faire entendre (CEDH, 21 février 2008, arrêt *Ravon c. France*, § 30). En effet, l'efficacité de la mesure serait gravement compromise si la personne visée devait préalablement en être informée (voy., *mutatis mutandis*, CEDH, 22 mai 2008, *Iliya Stefanov c. Bulgarie*, § 59, et CEDH, 19 septembre 2002 (décision), *Tamosius c. Royaume-Uni*).

B.5.3. Les garanties de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme impliquent que les personnes concernées puissent bénéficier d'un contrôle juridictionnel effectif, en fait comme en droit, de la régularité de la décision autorisant l'accès aux locaux habités ainsi que, le cas échéant, des mesures prises sur son fondement. Le ou les recours disponibles doivent permettre, en cas de constat d'irrégularité, soit de prévenir l'accès, soit, dans l'hypothèse où un accès jugé irrégulier a déjà eu lieu, de fournir à l'intéressé un redressement approprié (CEDH, 21 février 2008, arrêt *Ravon c. France*, § 28) » [5].

Dans un arrêt plus récent, la Cour constitutionnelle s'est penchée sur la portée de l'article 319, alinéa 1er, du CIR 92, et la possibilité qu'ont les agents de l'administration fiscale de pénétrer dans des locaux professionnels. À cette occasion, la Cour a pu considérer qu'à la différence d'une visite dans de tels locaux, une autorisation judiciaire préalable est requise en vue d'une visite dans un domicile privé [6].

Dès lors, en ne prévoyant pas qu'un magistrat doit autoriser les agents du fisc à pénétrer dans les bâtiments ou locaux habités, l'article 59, alinéa 2, à l'examen, méconnait les dispositions précitées et doit être revu.

[5] Voir aussi C.C., 27 janvier 2011, n° 10/2011, B.4.1, B.4.2, B.4.3 et B.6.2.

[6] C.C., 12 octobre 2017, n° 116/2017, B.13.3.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

Article 67

Certes, comme le précise l'exposé des motifs, la disposition constitue « la reprise de l'article 330 du CIR 92, adaptée à la réalité de la Région de Bruxelles-Capitale », il n'en demeure pas moins que tel qu'il est formulé, l'article 67 de l'avant-projet excède pour une part les compétences de la Région de Bruxelles-Capitale.

Cette disposition n'est admissible que dans la mesure où son champ d'application est clairement limité aux services, administrations, sociétés, associations, établissements et organismes qui dépendent de la Région de Bruxelles-Capitale.

La disposition sera revue en ce sens [7].

Article 69

L'alinéa 3 énonce une règle que rappelle, de manière plus large, l'article 76 de l'avant-projet.

Il peut donc être omis.

Articles 84 à 93

Il résulte des articles 84 à 93 que des comportements faisant par ailleurs l'objet d'infraction pénale seront susceptibles d'être sanctionnés d'une amende administrative.

Le dispositif en projet doit être complété de sorte que le principe *non bis in idem* soit respecté [8].

Article 96

À propos d'une disposition semblable à celle qui constitue la disposition à l'examen, dans son avis n° 59.346/3 donné le 10 juin 2016 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté germanophone du 20 février 2017 'visant la protection des biens culturels mobiliers particulièrement remarquables', la section de législation a fait l'observation suivante :

> « Luidens artikel 27 van het ontwerp is boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, van toepassing op de misdrijven vermeld in het hoofdstuk.
>
> Boek I van het Strafwetboek is evenwel reeds op grond van artikel 11, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 van toepassing op de strafbaarstellingen en de

[7] Comparez avec l'article 11, § 3, du décret du 6 mai 1999 'relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes'.

[8] Voir dans le même sens l'avis n° 63.192/2 donné le 19 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63192.pdf, l'observation sous l'article 242.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

straffen die door de gemeenschappen en de gewesten bij decreet worden bepaald, en dit met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85. Alleen indien de decreetgever met betrekking tot specifieke misdrijven van de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek wenst af te wijken, dient hij dit uitdrukkelijk te bepalen. Het artikel is derhalve overbodig en dient te worden weggelaten » [9].

Cette observation vaut, *mutatis mutandis*, pour l'article 96, alinéa 1er.

Article 103

L'exposé des motifs indique que le paragraphe 2 reprend notamment, en son alinéa 1er, « la règle énoncée à l'article 371, alinéas 1er et 2, du CIR 92 et à l'article 23/1, § 2, de l'ordonnance du 21 décembre 2012 ».

Ces dispositions prévoient un délai de réclamation de six mois, tandis que la disposition à l'examen limite ce délai à nonante-trois jours.

L'auteur de l'avant-projet est invité à justifier la réduction de ce délai.

Article 114

Au paragraphe 2, alinéa 2, il n'appartient pas au législateur de confier à l'administration fiscale régionale le pouvoir de refuser la reprise du service d'une taxe communale.

Ce pouvoir doit être confié au Gouvernement, sans préjudice de la possibilité pour celui-ci de le déléguer à l'un de ses membres.

La même observation vaut pour le paragraphe 4, alinéa 1er.

Une observation analogue vaut pour les articles 120, § 2, alinéa 2, et § 4, et 123, § 5, alinéa 1er.

Article 138

Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire « Le point 3° du § 1er de l'article 9 de la même ordonnance est remplacé par : », et non « Le point 3° du § 1er de l'article 9 de la même ordonnance est modifié comme suit : ».

[9] *Doc. parl.*, Parl. Comm. Germ., 2016-2017, n° 158/1, pp. 33-46 ; http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/59346.pdf.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

Article 139

L'article 12/1 que la disposition de l'avant-projet prévoit d'insérer dans l'ordonnance du 23 décembre 2016 'relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique' gagnerait, dans un souci de clarté, à être rédigé comme suit :

> « Art. 12/1. Les données collectées dans le cadre du service de la taxe prévue à l'article 3 peuvent être transmises aux fonctionnaires visés à l'article 24 de l'ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique pour leurs missions de contrôle prévues aux articles 24 et 25 de cette ordonnance ».

Article 141

Sans préjudice de l'observation générale, le paragraphe 4, qui insère un article 1*bis* dans l'ordonnance du 27 avril 1995 'relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur', sera déplacé au début de l'article.

Article 146

La disposition en projet est sans lien avec l'objet du texte à l'examen et n'y a donc pas sa place.

*

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,‡ de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Aangezien thans zeer veel dossiers om advies aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State voorgelegd zijn, is het niet mogelijk geweest het ontwerp exhaustief te onderzoeken, ook al is dat onderzoek beperkt tot de drie punten die in artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State vermeld zijn.

Dit advies beperkt zich dan ook tot het onderzoek van enkele bijzonder belangrijke kwesties van algemene of van bijzondere aard.

Het spreekt vanzelf dat, in de zo-even genoemde omstandigheden, niets afgeleid kan worden uit het feit dat in dit advies over zekere bepalingen of bepaalde kwesties niets gezegd wordt.

2. Het is niet duidelijk of de steller van het voorontwerp zich bij het overnemen van bepalingen van de federale wetgeving wel gehouden heeft aan de grenzen van zijn bevoegdheid.

Dat is bijvoorbeeld het geval met de artikelen 75, 80, 110, 111 en 134.

Het voorontwerp moet op dit punt zorgvuldig herzien worden.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 'betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest', luidt als volgt:

> "Elke minister en staatssecretaris evalueert elk ontwerp van wetgevende of regelgevende [akte] vanuit het oogpunt van *handistreaming*. Als een dergelijk ontwerp een weerslag heeft op de situatie van personen met een handicap dan geeft de minister of staatssecretaris dat aan in een nota aan de regering en stelt correctiemaatregelen voor indien nodig, waarbij hun volwaardige en effectieve deelname aan de maatschappij mogelijk wordt."

‡ Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere normen verstaan.

Het voorliggende dossier bevat evenwel geen dergelijke evaluatie.

De steller van het voorontwerp moet erop toezien dat dit verplicht voorafgaand vormvereiste vervuld wordt.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

ALGEMENE OPMERKING

Volgens artikel 3 van het voorontwerp is de voorliggende tekst van toepassing op de onroerende voorheffing en op zeven andere belastingen waarvan een limitatieve opsomming gegeven wordt. In de memorie van toelichting wordt gepreciseerd dat het de bedoeling is dat dit toepassingsgebied uitgebreid wordt, aangezien het doel van dit voorontwerp erin bestaat "een nieuwe gestandaardiseerde fiscale procedure op te zetten voor alle belastingen die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden geïnd, om de vestiging en inning ervan te optimaliseren".

Daarnaast worden bij titel 5 van het voorontwerp in ordonnanties waarbij belastingen ingevoerd worden verscheidene wijzigingen aangebracht teneinde daarin naar de voorliggende tekst te verwijzen. Zo bijvoorbeeld bepaalt artikel 142 van het voorontwerp dat de Brusselse Codex Fiscale Procedure van toepassing is op de belasting op afvalverbranding en op de belasting op niet-selectief opgehaalde afvalstoffen. Die belastingen behoren evenwel, net zoals de overige belastingen waarvan in titel 5 sprake is, niet tot de belastingen die in artikel 3 van het voorontwerp opgesomd zijn.

Aldus worden wijzigingen aangebracht in ordonnanties terwijl de tekst waarnaar daarin verwezen wordt niet geacht wordt op die ordonnanties van toepassing te zijn. Voorts wordt bij artikel 148 van het voorontwerp de ordonnantie van 21 december 2012 'tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' opgeheven, maar wordt tezelfdertijd bepaald dat die ordonnantie van toepassing blijft voor de belastingen waarvoor de voorliggende tekst nog niet in werking getreden is.

Ten slotte kunnen krachtens artikel 86, § 1, 2°, van het voorontwerp geldboetes opgelegd worden aan degene die zich schuldig maakt aan ontduiking van een aantal ordonnanties waarbij belastingen ingevoerd worden, hoewel die niet binnen het toepassingsgebied van voorliggend voorontwerp vallen.

Deze wijze van regelgeving leidt tot verwarring.

De steller van het voorontwerp dient te verduidelijken wat zijn voornemens met het toepassingsgebied zijn en in voorkomend geval dient hij de voorliggende tekst te herzien.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 9

De opdracht die bij deze bepaling aan de regering verleend wordt, behoort tot haar natuurlijke bevoegdheden.

De wetgever is niet gerechtigd deze aangelegenheid te regelen.

Artikel 9 moet bijgevolg weggelaten worden.

Artikel 10

Zoals in de memorie van toelichting te kennen gegeven wordt, steunt paragraaf 2, eerste lid, op artikel 8 van de ordonnantie van 21 december 2012 en op artikel 346 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (hierna WIB 92 genoemd). Krachtens laatstgenoemd artikel kan de termijn van een maand waarbinnen de belastingplichtige zijn opmerkingen schriftelijk kan inbrengen "wegens wettige redenen" verlengd worden.

Die mogelijkheid tot verlenging is niet overgenomen in de voorliggende tekst.

De steller van het voorontwerp wordt verzocht op te geven om welke reden van deze voor de belastingplichtige gunstige regeling afgestapt wordt.

Artikel 11

In paragraaf 2, derde lid, wordt bepaald dat de belastingplichtige die ambtshalve belast wordt, die belasting kan betwisten door de bewijzen aan te brengen van het "overdreven karakter van de ambtshalve heffing".

Dat kan niet aanvaard worden: dat de belastingplichtige zich niet gekweten heeft van zijn verplichting aangifte te doen, machtigt de fiscus immers niet om een belasting te heffen waarvan aangetoond zou zijn dat ze niet juist is.

In het kader van een procedure van ambtshalve heffing moet de belastingplichtige de gevestigde belasting in alle opzichten kunnen aanvechten, en niet alleen voor zover ze overdreven zou zijn, maar dan moet hij hiervoor wel bewijskrachtige gegevens aanvoeren.

Deze bepaling moet in het licht van deze opmerking herzien worden.[1]

[1] Een soortgelijke opmerking is door de afdeling Wetgeving gemaakt in advies 51.868/2/V, op 12 september 2012 uitgebracht over het voorontwerp dat geleid heeft tot de ordonnantie van 21 december 2012 'tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' (*Parl.St.* Br.Parl. 2012-13, nr. A-325/1, 27 tot 31 ; http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/51868.pdf).

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

Artikel 17

In de Franse tekst van het eerste lid schrijve men "si des données probantes" in plaats van "si des données à force probante".

Artikel 29

Anders dan in de federale regeling waarop het voorontwerp steunt (artikel 398 van het WIB 92), wordt in dit artikel niet bepaald dat de erfgenamen tot betaling gehouden zijn "tot het bedrag van hun erfelijk aandeel".

De vraag rijst of dat wel de bedoeling van de steller van het voorontwerp is.

Indien dat wel degelijk het geval is, dient hij de reden daarvan te vermelden.

Een soortgelijke opmerking kan gemaakt worden bij artikel 30, tweede lid, waarin, anders dan in artikel 399*ter* van het WIB 92, niet bepaald wordt dat elke verkrijgende vennootschap hoofdelijk tot betaling gehouden is "na rato van de werkelijke waarde van het netto actief dat ze (…) ontvangen [heeft]".

Artikel 32

Volgens artikel 32, 2°, kan de regering onder andere bepalen op welke wijze de belastingen betaald moeten worden, terwijl artikel 37 het bepalen van de "betalingsmodaliteiten", met inbegrip van de elektronische betaling, aan de uitvoerende macht opdraagt.

Indien de steller van het voorontwerp aan de regering niet de mogelijkheid wil laten om die aangelegenheid te regelen, moet hij artikel 32, 2°, schrappen. In het andere geval dient artikel 37 weggelaten te worden.

Artikel 38

In de Franse tekst van het tweede lid, 2°, schrijve men "l'agent visé à l'article 36", en niet "l'agent visé dans l'article 36".

Artikel 42

In haar voormeld advies 51.868/2/V, van 12 september 2012, heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt:

> "Artikel 19, § 1, van het voorontwerp stelt de verjaringstermijn van de vordering tot inning van de gewestbelasting, de interesten en de verhogingen alsook de verjaringstermijn van de vordering tot terugbetaling van bedragen die door de belastingplichtige te veel zijn betaald, vast op vijf jaar. In paragraaf 2 van deze bepaling wordt in substantie bepaald dat elk rechtsgeding dat wordt aangespannen door de er

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

vermelde personen de verjaring schorst. De schorsingsperiode vangt aan op de datum van de inleidende vordering en eindigt wanneer de rechterlijke beslissing (…) 'in kracht van gewijsde is gegaan' (…).

De aldus opgezette regeling om de verjaringstermijnen te berekenen wijkt af van de gemeenrechtelijke regeling waarin het Burgerlijk Wetboek voorziet en blijkt *in casu* minder bescherming te bieden aan de rechten van de schuldeiser van de betrokken schulden.

Artikel 2242 van het Burgerlijk Wetboek luidt als volgt:

'Stuiting van de verjaring kan of natuurlijk of burgerlijk zijn'.

Artikel 2244, eerste lid, van hetzelfde Wetboek luidt als volgt:

'Een dagvaarding voor het gerecht (…), betekend aan hem die men wil beletten de verjaring te verkrijgen, vorm[t] burgerlijke stuiting.'

De stuiting die hier aan de orde is, heeft waar het de berekening van de termijn betreft duidelijk andere gevolgen dan de gevolgen van de 'schorsing van de verjaring' waarnaar het voornoemde artikel 19, § 2, verwijst. De traditioneel aanvaarde definitie van stuiting van de verjaring luidt: '[L']interruption de la prescription s'assigne l'effet de donner naissance à un nouveau délai de prescription, le temps écoulé avant sa survenance étant perdu'.[2] De 'schorsing van de verjaring' harerzijds 'consiste en l'allongement du délai de prescription d'un délai de longueur équivalente à une période de temps dont il n'est pas tenu compte, le temps acquis avant la suspension demeurant en réserve, pour s'ajouter à celui qui suivra la fin de la suspension'.[3]

Luidens artikel 2244, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, zoals het aldaar is ingevoegd bij de wet van 25 juli 2008 'tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit met het oog op het stuiten van de verjaring van de vordering tot schadevergoeding ten gevolge van een beroep tot vernietiging bij de Raad van State' '[stuit e]en dagvaarding voor het gerecht (…) de verjaring tot het tijdstip waarop een definitieve beslissing wordt uitgesproken'. Uit de parlementaire voorbereiding van deze wet en uit de rechtsgeleerde commentaren die eraan zijn gewijd, blijkt dat het aldus bedoelde begrip 'definitieve beslissing' neerkomt op de 'onherroepelijke' beslissing in de zin van een beslissing waartegen geen enkel, zelfs geen buitengewoon rechtsmiddel meer openstaat, naar het voorbeeld van de voorziening in cassatie of van het derden-verzet, en dus niet op de beslissing die de kenmerken vertoont die worden bedoeld in artikel 19, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.[4] De nieuwe verjaringstermijn, geopend door de onderbreking die het gevolg is van het aangespannen geding, begint dus te lopen op het ogenblik waarop de beslissing onherroepelijk wordt. Het 'in kracht van gewijsde gaan' waarnaar artikel 19, § 2, van het voorontwerp zijnerzijds verwijst om het einde vast te stellen van de schorsing van de verjaring en om de hervatting vast te stellen van de termijn die reeds is vervallen vóór het aanspannen van het geding, komt chronologisch voor het geding. Immers, luidens artikel 28 van het Gerechtelijk Wetboek gaat een beslissing in kracht van gewijsde

[2] *Voetnoot 5 van voormeld advies*: J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK en M. MARCHANDISE, "Les causes d'interruption et de suspension de la prescription libératoire. Rapport belge", La prescription extinctive - Études de droit comparé (red. P. JOURDAIN en P. WÉRY), Brussel, Bruylant - Parijs, L.G.D.J., 2010, 403, en referenties geciteerd in voetnoot 1.

[3] *Voetnoot 6 van voormeld advies*: *Ibid*., 459 en geciteerde referenties.

[4] *Voetnoot 7 van voormeld advies*: *Ibid*., 434 e.v.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

wanneer ze niet meer vatbaar is voor een gewoon rechtsmiddel, te weten verzet of hoger beroep.

Wanneer de twee hierboven geschetste onderscheidscriteria samen in aanmerking worden genomen, moet worden geconstateerd dat het 'gemene recht' van artikel 2244 van het Burgerlijk Wetboek de belangen van de schuldeiser beter beschermt tegen het risico van de verjaring van diens schuldvordering dan de schorsingsregeling die opgezet wordt door artikel 19, § 2, van het voorontwerp.

Uit de memorie van toelichting noch uit de bespreking van artikel 19 van het voorontwerp kan worden opgemaakt dat de steller van het voorontwerp bewust zou hebben gekozen voor deze mindere bescherming en om voorbij te gaan aan het gemene recht waar deze bescherming uit voortvloeit.Het voorontwerp zou ermee winnen indien het in dit opzicht opnieuw wordt onderzocht."

Die opmerking geldt eveneens *in casu* wat artikel 42, § 3, betreft.

Indien er voor geopteerd wordt voorbij te gaan aan de toepassing van het gemeen recht, zou dat, om elke rechtsonzekerheid te voorkomen, met zoveel woorden in de tekst vermeld moeten worden. Er zou op zijn minst uiteengezet moeten worden hoe de voorliggende bepaling kan samengaan met artikel 43, § 1, van het voorontwerp, volgens welke bepaling de verjaringstermijn gestuit kan worden op de wijze voorzien in de artikelen 2244 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

Indien er daarentegen voor gekozen wordt om ter zake het gemeen recht toe te passen, zou, nog steeds ten behoeve van de rechtszekerheid, artikel 42, § 3, uit het voorontwerp weggelaten moeten worden.

Artikel 59

In de memorie van toelichting staat dat in de voorliggende bepaling onder andere de regel van artikel 319 van het WIB 92 overgenomen wordt.

Het tweede lid van dat artikel luidt immers als volgt: "De (…) hiervoor (…) door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering [aangeduide ambtenaren] van de dienst aangewezen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, voorzien van hun aanstellingsbrief, mogen, wanneer zij met dezelfde taak belast zijn, vrije toegang eisen tot alle andere lokalen, gebouwen, werkplaatsen of terreinen die niet bedoeld zijn in het eerste lid en waar werkzaamheden verricht of vermoedelijk verricht worden. Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben zij evenwel alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds en met machtiging van de rechter in de politierechtbank."

Het tweede lid, laatste zin, van dit ontworpen artikel, welke zin specifiek betrekking heeft op "gebouwen of bewoonde lokalen", voorziet in een beperking van de tijdspanne waarbinnen visitaties verricht kunnen worden, maar er wordt niet langer bepaald dat daartoe een machtiging vanwege de rechter in de politierechtbank vereist is.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

In dat verband dient erop gewezen te worden dat artikel 15 van de Grondwet als volgt luidt:

"De woning is onschendbaar; geen huiszoeking kan plaatshebben dan in de gevallen die de wet bepaalt en in de vorm die zij voorschrijft."

Artikel 22 van de Grondwet luidt dan weer als volgt:

"Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald. De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht."

Die bepalingen moeten gelezen worden in samenhang met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, welk artikel als volgt luidt:

"1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen."

In zijn arrest nr. 171/2008 van 3 december 2008 heeft het Grondwettelijk Hof het volgende geoordeeld:

"B.4. Het recht op de eerbiediging van de woning heeft een burgerrechtelijk karakter in de zin van artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Aangezien de uitoefening van het recht van toegang tot bewoonde lokalen een inmenging in dat recht vormt, moeten de daarmee verband houdende betwistingen gebeuren met naleving van de in die bepaling vervatte waarborgen.

(…)

B.5.1. Het voorafgaande optreden van een onafhankelijke en onpartijdige magistraat vormt een belangrijke waarborg tegen het gevaar voor misbruik of willekeur. De politierechter beschikt ter zake over een ruime beoordelingsbevoegdheid om te bepalen of de hem voorgelegde omstandigheden een aantasting van het grondwettelijk beginsel van de onschendbaarheid van de woning verantwoorden. De toestemming die hij verleent, is specifiek. Zij betreft een welbepaald onderzoek, beoogt een welbepaalde woning en geldt alleen voor de personen op wier naam de toestemming is verleend. 'Het spreekt vanzelf dat de machtiging niet automatisch wordt verleend door de politierechter, doch dat deze dient te oordelen of de redenen om te geloven dat inbreuken gepleegd worden op de wetten en reglementen, voldoende overtuigend zijn' (*Parl. St.*, Kamer, 1971- 1972, nr. 254/1, p. 2).

B.5.2. Het loutere gegeven dat de toestemming om bewoonde lokalen te betreden, wordt verleend door een rechter, kan echter niet worden beschouwd als een toereikende waarborg in de zin van artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, aangezien de persoon op wie de geplande maatregel betrekking heeft - en die in dat stadium geen weet heeft van die maatregel - zich niet kan laten horen (EHRM, 21 februari 2008, Ravon t. Frankrijk, § 30). De doeltreffendheid van de maatregel zou immers ernstig in het gedrang komen indien de beoogde persoon hiervan vooraf op de hoogte zou worden

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

gebracht (zie, *mutatis mutandis*, EHRM, 22 mei 2008, Iliya Stefanov t. Bulgarije, § 59, en EHRM, 19 september 2002 (beslissing), Tamosius t. Verenigd Koninkrijk).

B.5.3. De waarborgen van artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens houden met name in dat de betrokkenen een daadwerkelijke jurisdictionele controle, zowel in feite als in rechte, kunnen verkrijgen op de regelmatigheid van de beslissing waarmee de toegang tot bewoonde lokalen wordt toegestaan, alsook, in voorkomend geval, van de maatregelen die op grond daarvan zijn genomen. Het beschikbare beroep moet of de beschikbare beroepen moeten, wanneer een onregelmatigheid wordt vastgesteld, het mogelijk maken ofwel de toegang te voorkomen, ofwel, indien een onregelmatig geachte toegang reeds heeft plaatsgehad, de betrokkene een gepast herstel te bieden (EHRM, 21 februari 2008, Ravon t. Frankrijk, § 28)."[5]

In een arrest van recentere datum heeft het Grondwettelijk Hof zich gebogen over de draagwijdte van artikel 319, eerste lid, van het WIB 92 en over de mogelijkheid waarover de ambtenaren van de belastingadministratie beschikken om zich toegang te verschaffen tot bedrijfslokalen. Bij die gelegenheid heeft het Hof geoordeeld dat, anders dan voor een visitatie in dergelijke lokalen, een rechterlijke machtiging vereist is voor een visitatie in een particuliere woning.[6]

Doordat in het voorliggende artikel 59, tweede lid, niet bepaald wordt dat ambtenaren van de fiscus alleen als ze daartoe door een magistraat gemachtigd zijn toegang hebben tot particuliere woningen of bewoonde lokalen, houdt dat lid bijgevolg een schending in van de voormelde bepalingen en dient het herzien te worden.

Artikel 67

Hoewel het, zoals in de memorie van toelichting vermeld wordt, in artikel 67 van het voorontwerp gaat om "de overname van artikel 330 van het WIB 92, aangepast aan de realiteit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", neemt dat niet weg dat dit artikel, zoals het gesteld is, de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten dele te buiten gaat.

Deze bepaling kan alleen aanvaard worden voor zover het toepassingsgebied ervan duidelijk beperkt wordt tot de diensten, besturen, vennootschappen, verenigingen, instellingen en inrichtingen die onder het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ressorteren.

Deze bepaling moet in die zin herzien worden.[7]

Artikel 69

In het derde lid wordt een regel gesteld die in een uitgebreider vorm voorkomt in artikel 76 van het voorontwerp.

[5] Zie eveneens GwH 27 januari 2011, nr. 10/2011, B.4.1, B.4.2, B.4.3 en B.6.2.

[6] GwH 12 oktober 2017, nr. 116/2017, B.13.3.

[7] Vergelijk met artikel 11, § 3, van het decreet van 6 mei 1999 'betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen'.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

Dat derde lid mag dan ook weggelaten worden.

Artikelen 84 tot 93

Uit de artikelen 84 tot 93 volgt dat gedragingen die ook als een strafbaar feit in strafrechtelijke zin beschouwd kunnen worden met een administratieve geldboete gestraft zullen kunnen worden.

Het ontworpen dispositief dient aldus aangevuld te worden dat het beginsel *non bis in idem* nageleefd wordt.[8]

Artikel 96

In verband met een soortgelijke bepaling als de voorliggende bepaling, heeft de afdeling Wetgeving in advies 59.346/3, dat ze op 10 juni 2016 gegeven heeft over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 20 februari 2017 'ter bescherming van roerende cultuurgoederen van uitzonderlijk belang', de volgende opmerking gemaakt:

> "Luidens artikel 27 van het ontwerp is boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, van toepassing op de misdrijven vermeld in het hoofdstuk.
>
> Boek I van het Strafwetboek is evenwel reeds op grond van artikel 11, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 van toepassing op de strafbaarstellingen en de straffen die door de gemeenschappen en de gewesten bij decreet worden bepaald, en dit met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85. Alleen indien de decreetgever met betrekking tot specifieke misdrijven van de bepalingen van Boek I van het Strafwetboek wenst af te wijken, dient hij dit uitdrukkelijk te bepalen. Het artikel is derhalve overbodig en dient te worden weggelaten".[9]

Die opmerking geldt, *mutatis mutandis*, eveneens voor artikel 96, eerste lid.

Artikel 103

In de memorie van toelichting staat dat "de regel van artikel 371, eerste en tweede lid van het WIB 92 en artikel 23/1, § 2, van de ordonnantie van 21 december 2012" overgenomen wordt in paragraaf 2, eerste lid.

Volgens die bepalingen moeten de bezwaarschriften binnen een termijn van zes maanden ingediend worden, terwijl die termijn bij de voorliggende bepaling beperkt wordt tot drieënnegentig dagen.

[8] Zie in dezelfde zin advies 63.192/2, dat op 19 april 2018 gegeven is over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 30 juli 2018 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63192.pdf, de opmerking bij artikel 242.

[9] *Parl.St.* D.Parl. 2016 17, nr. 158/1, 33 46; http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/59346.pdf.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

De steller van het voorontwerp wordt verzocht de inkorting van die termijn te verantwoorden.

Artikel 114

Wat paragraaf 2, tweede lid, betreft, staat het niet aan de ordonnantiegever om aan de gewestelijke fiscale administratie de bevoegdheid op te dragen om te weigeren de dienst van een gemeentelijke belasting over te nemen.

Die bevoegdheid dient opgedragen te worden aan de regering, die eveneens over de mogelijkheid moet beschikken om die bevoegdheid over te dragen aan een van haar leden.

Deze opmerking gaat ook op voor paragraaf 4, eerste lid.

Een soortgelijke opmerking kan gemaakt worden bij artikel 120, § 2, tweede lid, en § 4, en artikel 123, § 5, eerste lid.

Artikel 138

In de Franse tekst van paragraaf 2 schrijve men "Le point 3° du § 1er de l'article 9 de la même ordonnance est remplacé par :" in plaats van "Le point 3° du § 1er de l'article 9 de la même ordonnance est modifié comme suit :".

Artikel 139

Artikel 12/1 dat volgens deze bepaling van het voorontwerp ingevoegd dient te worden in de ordonnantie van 23 december 2016 'betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies' zou duidelijkheidshalve beter als volgt gesteld worden:

> "Art. 12/1. De gegevens verzameld in het kader van de dienst van de belasting bedoeld in artikel 3 mogen bezorgd worden aan de ambtenaren bedoeld in artikel 24 van de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende het toeristische logies voor hun controleopdrachten bedoeld in artikel 24 en 25 van die ordonnantie."

Artikel 141

Zonder afbreuk te doen aan de algemene opmerking wordt erop gewezen dat paragraaf 4, waarbij in de ordonnantie van 27 april 1995 'betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur' een artikel 1*bis* ingevoegd wordt, vooraan in dat artikel moet komen te staan.

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡

Artikel 146

Deze ontworpen bepaling houdt geen verband met het doel van de voorliggende tekst en hoort daarin dan ook niet thuis.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Martine BAGUET

‡LW-BFKSOBBDH-GEAAAMR‡